Colloque International

Synthèse des interventions

FOAP - KAS |octobre 2019

Problématique :

La Méditerranée, comme l'a affirmé Fernand Braudel, est "mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais plusieurs civilisations."

C'est seulement en 1757 que le substantif Méditerranée apparaît sur une carte. Cette mer est une constellation de vingt-deux pays riverains formant une mosaïque de peuples avec leurs langues, leurs dialectes, leurs traditions, leurs régimes politiques et leurs évolutions.

Par ailleurs, la Méditerranée est un enjeu à la fois géopolitique et géoéconomique attendu que dans un monde global, elle est une interface stratégique entre l'Europe et l'Afrique. Au sud comme au nord, l'intégration méditerranéenne est un facteur de sortie de crise ainsi qu'une formulation d'un nouveau modèle de croissance.

La Méditerranée est aussi un projet de coopération renforcée avec l'UE qui a été initié par la Déclaration de Barcelone en 1995. C'est le 20 décembre 2007 que les chefs d'Etat espagnol, français et italien ont lancé l'appel de Rome pour une Méditerranée, plaidant pour la constitution d'une union ayant pour vocation de "réunir l'Europe et l'Afrique autour des pays riverains de la Méditerranée. " et d'instituer entre eux, sur un pied d'égalité, un partenariat reposant sur quatre piliers à savoir la croissance économique, l'environnement et le développement durable, le dialogue des cultures et la sécurité.

Il reste alors à se demander quelle est la place de la Méditerranée dans les mutations stratégiques actuelles.

a Méditerranée : d'une rive à l'autre, un héritage en partage

M. Abdelli Mohamed Amokrane

Chef de projet Jeunesse et créativité pour la paix

Algérie

Les mutations actuelles, globales dans leurs dimensions géopolitiques portent des changements et des impacts importants sur la Méditerranée, pourquoi spécifiquement cette zone?

Elle est le centre d'échange et de concertation des échanges humains, économiques, politiques, culturelles avec des impacts très importants sur les relations entre les deux impacts sur deux rives.

Les changements dans la rive sud ont un impact sur la stabilité de la méditerranée et un double impact sur deux continent l'Europe et l'Afrique. Les mutations économiques, politiques et géostratégiques en terme de relations des pays européens avec les superpuissances extra européennes ou extra méditerranée (Chine, Etats Unis d'Amérique, Russie) ont un enjeu crucial sur le devenir de la méditerranée c'est sous cet aspect qu'on doit construire une entité ou la complémentarité est la pièce motrice, la mobilité, la jeunesse, la culture et le savoir sont des éléments clés de cette alternative de stabilité et de prospérité.

Deux rives un héritage en partage est le mot d'ordre pour construire cette alternative un aperçu historique, économique et politique des constructions régionales d'entités ou d'unions autour de la méditerrané impose une réflexion profonde sur l'importance d'une solidarité méditerranéenne en terme de l'équilibre des rapport, rapprochements culturels et politiques et renforcement des unions comme l'Union du Grand Maghreb, Union Africaine, Union pour la méditerranée.

La coopération entre les flottes navales est un facteur d'intégration et de stabilité à promouvoir pour que la Méditerranée demeure un havre de paix.

M. Taoufik Ayadi

Ancien Capitaine de vaisseau major du MDN.

Consultant et formateur indépendant dans les domaines de la géopolitique,

de la stratégie, de la planification et des affaires maritimes.

« Face aux nouvelles menaces et bouleversements géopolitiques que connait la Méditerranée, la coopération entre les flottes navales est un facteur d'intégration et de stabilité à promouvoir pour que cette région du monde demeure un havre de paix et un modèle de croissance économique. »

En Méditerranée, l'arrivée récente de la Chine avec son projet « Les routes de la soie » et le retour de la marine russe depuis 2012 sont les nouveaux facteurs qui viennent complexifier la situation dans une mer qui connait déjà, outre une présence navale américaine et de l'OTAN, une dynamique de développement des marines de ses pays riverains qualifiée d'une course aux armements navals. En outre l'exploration et l'exploitation des ressources gazières en Méditerranée orientale présentent de nombreux enjeux sécuritaires liés d'une part aux relations instables entre les pays de la région, et d'autre part à la localisation de certains champs susceptibles de revivifier des disputes préexistantes au sujet de la délimitation des frontières maritimes, d'où la concentration des forces navales dans la partie est de cette mer.

Cette situation soulève des questions relatives à l'avenir de la paix dans la région méditerranéenne : Quelle sera la place de la Méditerranée dans les mutations stratégiques actuelles ? Comment éviter que cet excès de forces navales en présence ne se transforme en un facteur d'instabilité pour « mare nostrum » ?

Depuis plus d'un quart de siècle, l'idée de coopération politique, économique et sécuritaire pour faire face aux différents problèmes (le terrorisme, la migration, la pollution et les conflits étatiques…), qui menacent la paix et la liberté de navigation, a pris forme et au nord de la Méditerranée comme au sud. C'est dans ce cadre que les forces navales de certains pays riverains coopèrent conjointement.

Le rôle que peut jouer les forces navales dans la politique étrangère des Etats est connu et il est ancré dans l'histoire. « Un navire de guerre est le meilleur ambassadeur », disait Oliver Cramwell, militaire et homme politique anglais qui a vécu au début du XVIIème siècle.

Bien que la coopération entre les marines méditerranéennes est en progression, elle n'est satisfaisante qu'entre les pays du bassin occidental, alors qu'elle est presque absente entre les pays du bassin oriental. En outre les activités navales conduites dans l'Est de la Méditerranée ravivent dans la plupart des cas les tensions entre les pays de la région pour des raisons géopolitiques, conflictuelles et énergétiques. En effet certains exercices navals réalisés dans cette dernière région sont qualifiés de démonstration de force susceptibles de favoriser l'émergence d'une guerre froide sous une nouvelle forme ou de provoquer des conflits étatiques en mer ; à l'instar de l'exercice russo-chinois « Joint 2015 », ou encore l'exercice naval russe de grande ampleur durant le mois de septembre 2018 dans le bassin oriental perçu par les USA, comme un moyen pour soutenir l'Armée syrienne en guerre contre les rebelles à Idlib. Tandis que la forte présence navale de la France dans le bassin oriental, particulièrement durant le 2ème trimestre de l'année 2019 est mal perçue par la Turquie à cause de ses travaux d'exploration des champs gaziers au large des côtes de l'île de Chypre. La Turquie considère que la France par sa présence navale cherche à soutenir la République de Chypre qui s'oppose à Ankara.

Dans mon intervention, j'essaierai de montrer qu'une fois développée et pratiquée sur des bases équilibrées avec des objectifs communs, la coopération entre les marines en Méditerranée contribue énormément à la consolidation de la confiance entre les Etats et à la promotion de la paix, à l'instar de de la coopération réalisée dans le cadre du « Dialogue 5+5 », volet défense, entre les pays du bassin occidental. Ce programme de coopération est devenu un modèle qui, à mon sens, mérite d'être élargi et ouvert à d'autres Etats du bassin oriental parce que la paix et la liberté de navigation en Méditerranée sont indissociables ; c'est les deux bassins (oriental et occidental) à la fois.

Pour appréhender la question de la coopération entre les forces navales en Méditerranée, après l'étude des enjeux et des risques qui pèsent sur la stabilité de cette région du monde, un panorama des marines les plus significatives sera présenté avec évaluation des niveaux de coopération entre elles et mise en exergue des difficultés et problèmes à résoudre pour optimiser cette coopération afin d'éviter les conséquences belliqueuses des mutations stratégiques que connait la Méditerranée actuellement.

Refonder le dialogue euro-mediterranéen

M. Mohamed Nadir Aziza

Président du Programme MED 21 – Réseau de Prix

pour la promotion de l'Excellence en Méditerranée

et dans les pays émergents

1. LA MEDITERRANEE D'HIER A DEMAIN

a. Les leçons de l'Histoire

Diversité et unité de l'ensemble méditerranéen.

Fractures et confluences : Rome contre Byzance, Croisades chrétiennes versus

Conquêtes arabes. Catholicisme contre orthodoxie, etc. Mais, à l'inverse, les exemples de confluences en Andalousie et en Sicile.

b. Les leçons du présent

Des indépendances à conforter, des gouvernances à améliorer et des coopérations à multiplier.

Fractures actuelles : Israël vers Palestine. Fragmentations à Chypre et aux Balkans, chaos en Syrie et en Lybie, etc.

A l'inverse, les promesses du 5 + 5.

c. Les paradoxes de la mondialisation

• Un monde connecté mais la surabondance des informations entraîne un appauvrissement de la communication.

• Un monde numérisé mais les étourdissantes avancées techno-scientifiques ne s'accompagnent pas d'un équivalent renforcement moral et tendent à réduire l'homme et le vivant à leurs algorithmes.

• Un monde ubérisé : Perfectionnement et multiplication des services au confort social mais montée de l'individualisme et relâchement du lien social.

• Un monde de plus en plus inégalitaire : Le recul indéniable de la pauvreté s'accompagne d'une montée des inégalités à l'intérieur des sociétés et entre elles.

• Une crise du futur : Les menaces écologiques, la montée des violences et des replis identitaires, les assauts du populisme contre la démocratie aboutissent à une crise du futur.

• Les effets de la révolution numérique : Passage d'une époque (celle de Gutemberg) à une autre (celle de « Petite Poucette », selon la dénomination que lui a donné Michel Serres).

2. EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS DES MUTATIONS EN COURS SUR LA REALITE MEDITERRANEENNE

• Sur le plan idéologique

Aux anciennes confrontations Est/Ouest, colonisation/libération, etc. s'est ajoutée, une nouvelle dimension : d'idéologiques, elles ont, à présent, tendance à devenir identitaires.

• Sur le plan géostratégique

Un monde balkanisé : la Méditerranée orientale en impulsion.

Un espace d'affrontements internes et par procuration : le rôle des puissances extérieures (Russie – Etats-Unis) dans les luttes régionales au Moyen Orient.

Un espace décentré au profit d'autres régions dans le monde : L'Atlantique d'abord et, à présent, la région Pacifique.

• Sur le plan socio-économique

Manque de régulation et écarts de plus en plus grands entre les pays de la rive nord et ceux de la rive sud. D' où le phénomène des migrations massives et des révoltes inabouties (Cf. les « Printemps arabes »).

• Sur le plan de la gouvernance

Renforcement du populisme (Italie) et des « démocratures » (Turquie – Egypte) quand ce n'est pas la guerre civile (Syrie) ou le chaos (Lybie) Conflictualités nouvelles : oppositions religieuses (Sunnites-Chiites).

Potentiels affrontements au sujet de l'eau et des nouvelles ressources énergétiques.

• Sur le plan culturel

Le processus du dialogue des cultures et du métissage des populations qui a longtemps caractérisé le monde méditerranéen malgré les affrontements, connaît à présent de réelles difficultés.

D'autant plus que le processus d'homogénéisation et de standardisation des modes de vie accéléré par l'évolution de l'économie mondialisée et par la multiplication des nouveaux moyens de communication suscite, en réaction, des mouvements éruptifs de résistance, de repli sur soi et d'agressivité allant

jusqu'au terrorisme.

3. REFONDER LE DIALOGUE EURO-MEDITERRANEEN

* Reconnaître la complexité méditerranéenne

Hétérogénéité des situations entre les deux rives : (politiques – économiques – sociales – institutionnelles – scientifiques).

* Dépasser les anciennes recettes de l'assistance au profit d'un modèle effectif de co-développement.

* Prendre conscience de la globalité des menaces sur la Méditerranée et au-delà.

Menaces sur la vie et l'environnement. Menaces sur les valeurs –

Menaces sur les libertés – Menaces sur les solidarités.

* Opter pour de nouvelles méthodes d'action

Prendre conscience des effets des nouvelles technologies sur la perception des opinions publiques et des possibilités de manipulations qui en résultent.

Rechercher le moyen de pallier la faible capacité de la puissance publique pour résoudre les problèmes en multipliant les moyens d'intervention de la société civile.

C'est dans cette perspective qu'œuvre le Programme MED 21 en agissant en réseau et en tablant sur l'exemplarité de l'excellence et sur l'effet multiplicateur des expériences abouties de coopération dans le plus grand nombre de domaines.

CONCLUSION : Des ponts plutôt que des murs

.

Chrétienté et Islam. Affrontements et échanges en Méditerranée. L'activité corsaire aux XVIIe et XVIIIe siècles.

Pr. Dr. Mohamed El Aziz Ben Achour

Historien, ancien directeur de l'Institut supérieur d'histoire de la Tunisie contemporaine,

Ancien directeur général de l'ALECSO,

Ancien Ministre de la Culture et de la sauvegarde du patrimoine

Il peut paraître surprenant d'associer les échanges aux affrontements en traitant de l'activité corsaire surtout à une époque où elle fut intense tant de la part des « Barbaresques » que des « Nassâra-chrétiens ». Théâtre de violence et d'agressions sur mer et sur les côtes, la Méditerranée ne cessa cependant d'être propice à l'activité marchande, à telle enseigne, que bien des armateurs et capitaines corsaires, ainsi que les Etats d'ailleurs, consacraient une part non négligeable de leur temps au commerce. En outre, la course en mer elle-même – qui d'ailleurs n'opposaient pas que les Européens aux Maghrébins mais aussi des coreligionnaires – suscitaient, souvent par la force, certes, mais pas toujours, des échanges humains, économiques et politiques qui contribuèrent à faire des rives méditerranéennes, des espaces d'interpénétration culturelle, malgré une lutte des Etats pour la suprématie au nom de la défense de la foi, la Croix d'un côté et le Croissant de l'autre. Au plan de l'histoire diplomatique, la course en mer constituait un sujet majeur de tensions et allait marquée durablement la politique des puissances occidentales avant et après le triomphe définitif de leurs escadres. destin national ?

Un autre point important est la tendance tenace à la sécession. Il sera ainsi intéressant de mettre en lumière les causes de ce phénomène de résistance d'un côté et de la fragilité des empires maghrébins, de l'autre.

Un troisième point et non des moindres est celui d'une souveraineté des Etats du Maghreb depuis longtemps malmenée par les puissances étrangères (On note ainsi des interférences européennes dès le Moyen Âge).

L'éclairage de l'histoire pourrait ainsi nous aider à comprendre ce qu'il convient d'éviter et ce qu'il convient de réhabiliter et d'encourager, en méditant les leçons de l'histoire tout en gardant présent à l'esprit les mutations d'aujourd'hui.

Les solutions envisagées pour faire face à la question des migrants sont-elles les bonnes ?

M. Sadok Ben Ammar

Consultant

Auteur de « ONE MESSAGE »

.

L'ONU prévoit un doublement de la population en Afrique subsaharienne d'ici 2050. Les projections de la Banque Mondiale en 2018 indiquent que 86 millions de personnes en Afrique subsaharienne seront contraintes de quitter leur terre d'ici à 2050. Pour une question de géographie, il y aura une poussée migratoire vers la région du Maghreb. L'Algérie compte près de 2800 km de frontières sud et la Libye 1800. Ces frontières difficilement contrôlables sont déjà aujourd'hui des foyers de tension. Aucun Etat du Maghreb n'a élaboré de plans ni pris de dispositions pour faire face à la situation. De son côté, pour limiter les traversées de la Méditerranée par les migrants, l'Europe a pensé à une solution : les « hot spot » où plateformes logistiques de débarquement sur le continent africain. Leur objet : dissuader les migrants de rejoindre l'Europe par la Méditerranée. La communauté internationale a décidé de traiter la question des migrants en Méditerranée sous l'angle sécuritaire. Or, la problématique des migrations en Méditerranée est en réalité indissociable de celles du changement climatique en Afrique, des questions d'énergie, de développement économique et de sécurité. L'interconnexion des sujets exige une réponse audacieuse à la hauteur des défis.

Pour la refonte des relations entre la Tunisie et l'Union européenne

Ahmed Ben Mustapha.
Ancien ambassadeur
Chercheur en histoire économique

Cette contribution sera axée sur l'évolution historique des relations entre les deux rives de la Méditerranée depuis l'indépendance et plus particulièrement pour ce qui a trait aux accords de coopération, d'association ou de partenariat conclus entre la Tunisie et l'ensemble européen ainsi que leur retombées politiques et économiques avant et après la révolution. Et compte tenu du bilan et des répercussions politiques et sociales de ces accords déséquilibrés et des politiques économiques y associées, nous exposerons les raisons qui justifient à notre sens une refonte totale des relations entre la Tunisie et l'Union européenne ainsi que les pays du G7.
Notre troisième partie sera consacrée à l'examen des origines et des causes historiques de ces rapports déséquilibrés au profit de la rive Nord qui sont indissociables de la colonisation ainsi que de la période précoloniale et notamment la chute de la dynastie Hafside, après un règne de plus de trois siècles durant lesquels l'Ifriquiya a été un acteur central en méditerranée occidentale. C'est pourquoi, il importe de rappeler les principaux évènements qui ont jalonné l'histoire de l'Ifriqiya et du bassin méditerranéen qui était déjà un enjeu stratégique depuis le début du 16ème siècle en lien avec la montée en puissance de l'Europe qui va peu à peu s'imposer en tant que force dominante à l'échelle planétaire jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

L'objectif central de cette contribution consiste à démontrer que l'histoire de la Tunisie et des relations entre les deux rives de la méditerranée a été fortement marquée durant l'époque moderne et contemporaine par ce rapport de force fortement défaillant au bénéfice de l'Europe et des puissances de l'époque ce qui a favorisé les velléités hégémonistes puis coloniales successives de l'Espagne, de la Turquie et de la France qui se sont relayées au Maghreb et en méditerranée.

Les relations germano-tunisiennes dans les archives allemandes

M. Jonas Bakoubayi Billy

Archiviste-paléographe, Documentaliste, Bibliothécaire, Germaniste, Historien,

Chercheur associé à l'Université de La Manouba

Enseignant à l'Institut des Sciences Politiques et de l'Histoire

de l'Université des Sciences de l'Éducation de Fribourg-en-Brisgau

Les relations entre la Tunisie et l'Allemagne datent de nombreux siècles. Ces relations sont marquées par des visites d'Etat ainsi que des accords commerciaux, diplomatiques et militaires signés avec l'Allemagne (Empire Wilhelmien, la République de Weimar, le Troisième Reich, l'Allemagne divisée et l'Allemagne réunifiée). Tous les accords et visites d'Etat sont documentés. A ces rapports s'ajoutent ceux des diplomates allemands accrédités en Tunisie et les manuscrits ou les archives privées de certaines personnalités. Les actes des accords et les rapports des diplomates sont conservés dans différents centres des archives et de documentation.

Cette communication voudrait orienter toute personne désireuse de faire des recherches sur les relations tuniso-allemandes et au-delà l'Allemagne et l'Afrique du Nord.

2020-2050: la Grande Méditerranée dans les mutations géostratégiques

M. Michele Capasso,

Fondateur de la Fondazione Mediterraneo :

un Réseau euro-méditerranéen pour le dialogue

entre les Sociétés et les Cultures.

.

Nous vivons une période difficile de notre histoire parce que nous sommes confrontés à une classe politique qui, par la médiocrité, le manque d'éthique, "l'analphabétisme" en termes de droits de l'homme et de solidarité ne fait référence qu'à l'obscurité du Moyen Âge. Et ceci au niveau mondial.

Nous avons rédigé un «rapport froid» en tant que Fondation, c'est-à-dire sans le commenter, et c'est un rapport qui fait frémir, car si nous analysons la carte de référence aux valeurs fondamentales propres à un homme d'État, il est difficile d'identifier les personnages qui peuvent être considérés comme tels dans le monde. Il en va de même pour tant de dirigeants de ce monde qui, au lieu de se consacrer au "bien commun" et aux autres, ne recherchent que des intérêts particuliers et manifestent un misérable "amour du pouvoir".

Aujourd'hui, l'urgence la plus importante concerne les jeunes: ils ont perdu tout espoir en l'avenir, ils ne sont plus les "producteurs" de l'avenir, ils n'ont plus l'espoir de pouvoir "construire" un avenir, car ils sont assaillis tous les jours de nouvelles négatives.

Il existe cependant encore des valeurs ; celles de la beauté, du bien, de tout ce qui nous unit, tels que la solidarité, l'art, l'architecture, la littérature, la musique, l'environnement, le tourisme. Cet ensemble de valeurs est peu promue partie est peu promue, t peu connue surtout par rapport aux attitudes et comportements négatifs.

Aujourd'hui, dans une mondialisation imparfaite où la "bureaucratie" - la dictature de la bureaucratie - voudrait être une expression de la démocratie, mais qui est en réalité une dictature de la démocratie -, cette réalité doit être bien ancrée pour comprendre où nous allons d'ici 30 ans, et en termes de macroanalyse, 30 ans c'est comme demain matin.

Dans 30 ans, des événements très spéciaux auront eu lieu: nous serons près de 13 milliards d'habitants, la population de l'Afrique aura plus que doublé, celle de l'Inde doublera et dépassera celle de la Chine. Et nous, les Européens, ayant un faible taux de natalité, nous ne serons que 400 à

450 millions et dans certains cas, y compris en Italie, nous aurons une population comptant 80% de personnes âgées de plus de 65 ans, nous serons donc un peuple avec peu de jeunes. Les populations d'Italie, d'Espagne et de France auront besoin de millions de jeunes capables d'exercer des métiers que personne, chez les Européens ne pourra plus faire .

Alors de quoi parle-t-on? À quel bloc d'immigration pensons-nous? Nous avons et aurons besoin de ces personnes, nous devons simplement retenir et encourager les arrivants de bonne volonté et se garder des criminels - comme dans tous les contextes sociaux - . Nous devons les former à de nouvelles professions, de nouveaux besoins, de nouveaux emplois en fonction de leurs tendances, de leurs formations , leurs compétences. Nous devrons revoir l'ensemble du système d'accueil, abandonner le concept de tolérance pour acquérir celui de coexistence et d'intégration.

Un système intégré de volontariat mondial de bon niveau est nécessaire pour concourir: parce que sous le nom de volontariat, il ne suffit pas de recueillir uniquement les bonnes volontés. Aujourd'hui, ce n'est plus le moment de tout avoir et nous ne devons avoir que des personnes compétentes. Ce défi peut provenir de ce volontariat capable de tisser un réseau avec les institutions et organisations qui, dans de nombreux pays, ont démontré leur capacité à exceller et à savoir comment bien fonctionner.

Tout cela requiert une grande humilité, un sens du devoir, un abandon du concept de pouvoir, même dans le cadre du volontariat opérationnel: mais cela nécessite avant tout une révision du concept religieux de charité et de bienvenue, car même dans ces domaines vérifier les incohérences et les déclarations incohérentes, souvent avec des mécanismes obsolètes et inadéquats pour le monde d'aujourd'hui. Il est nécessaire de considérer que les nouveaux moyens de communication ont produit une révolution chez les jeunes et les sujets intéressés qui s'impliquent à la fois pour l'aide et pour l'assistance des populations objet et sujet du service volontaire.

Que devriez-vous faire? Le défi est énorme, c'est une mission presque impossible, mais en raison de cette "impossibilité", il doit avoir une force d'intégration et de système: la "Grande Méditerranée" constitue un laboratoire unique et notre tâche est d'assumer, dans les différents domaines, ses propres responsabilités.

Migration mixte. Le paradoxe méditerranéen

M. Abderrazak Krimi

Conseil Tunisien pour les Réfugiés

La vocation initiale du bassin méditerranéen, en tant qu'espace d'échange et de partage, semble laisser, au cours de ces dernières décennies, la places à des politiques de fermeture et de renforcement des cloisons et des frontières qui séparent le nord du sud du bassin. Le phénomène le plus important qui émerge de ces politiques est celui de la migration mixte au niveau duquel on assiste, gouvernement et sociétés civiles (nationales et internationales), impuissants à une métamorphose de l'espace méditerranéen dont les retombées humanitaire sont certaines.

Indépendamment de la question relative à la désignation des responsables de l'émergence de ce phénomène, de l'ampleur croissante qu'il est en train de prendre et de sa portée au niveau des relations nord-sud, réfléchir aux responsabilités qui incombent aux uns et aux autres au niveau de l'atténuation des impacts humanitaires, semble importer plus. Le dialogue entre les Etats visant à favoriser une logique de partage de la responsabilité, bien qu'évidente, ne semble pas acquérir l'adhésion et l'engagement de tous. Au contraire, des politiques protectionnistes portées sur le renforcement des frontières (FRONTEX par exemple), semblent dominer le débat entre les parties concernées.

Ce qui nous intéresse le plus dans cette intervention, du moment où le mal est là, c'est de mettre la lumière sur la réalité du phénomène et les pratiques mises en œuvre au niveau de sa gestion.

La question principale est ainsi de savoir quelles seraient les bonnes pratiques à adopter par les Etats ainsi que par les acteurs humanitaires afin de gérer des situations souvent dramatiques. Quelles difficultés affrontent les acteurs humanitaires au niveau de l'effort déployé pour atténuer les risques liés à ce phénomène.

Etant actif dans le domaine de la gestion de la migration mixte, notre attention, lors de cette intervention, sera focalisée sur :

1- La définition de ce qu'on désigne par « phénomène de la migration mixte. Dans cette partie de l'intervention nous tenterons de distinguer les différentes composantes du phénomène de la migration mixte (migrant, migrant irrégulier, réfugiés, demandeur d'asile …). Cette distinction devrait nous permettre de nous focaliser sur deux catégories particulières, les réfugiés et les demandeurs

d’asiles. Ces deux catégories, dont le nombre ne cesse de s’amplifier à cause des tensions armées qui ont pour scène les pays arabes et des pays subsahariens, impliquent des nationalités différentes portées par un « European Dream » qui s’avère en réalité comme le pire des cauchemars.

2- L’étayage des bonnes pratiques adoptées pour une meilleure gestion des aspects humanitaires liés à la migration mixte. Au niveau de la pratique, la gestion de la migration mixte est un processus qui se compose de plusieurs étapes et qui implique par conséquent plusieurs acteurs. Dès la phase du sauvetage en mer à la phase de la solution durable, passant par la réception, l’assistance médicale, le profilage, le counseling, l’hébergement etc., c’est toute une machine qui commence à fonctionner mais qui a le plus souvent besoin d’être mieux huilée afin de faciliter le travail des uns et des autres. La difficulté principale reste liée aux solutions durables que les acteurs humanitaires sont invités à trouver pour chaque cas mais qui dépendent largement de l’apport fourni par les acteurs gouvernementaux.

3- L’Etat des lieux sur la question de l’asile dans certains pays de la rive sud de la méditerranée. La distinction entre le statut de réfugié et le droit d’asile, c’est-à-dire entre la question de fait et la question de droit, nous amènera, à partir d’un exemple concret, celui de la Tunisie. Une approche comparative avec certains autres pays méditerranéens tel le Maroc, l’Italie, de Malte et de la Jordanie, permettra de mettre l’accent sur les difficultés au niveau de la gestion du phénomène d’asile et de l’assistance aux réfugiés, liées à l’absence d’une loi nationale sur l’asile. Cette même approche comparative permettra de saisir ce qui pourrait être considéré comme l’un des plus grands paradoxes méditerranéen celui relatif au constat que les pays de la rive nord, disposant de leurs lois nationales sur l’asile et de leur propres systèmes de gestion du phénomène, sont les pays qui prônent le plus aujourd’hui une politique protectionniste et érigent de vrais blocus sur leurs frontières. Au contraire, les pays de la rive sud, qui ne disposent pas de lois d’asile, pratiquent une politique d’ouverture et de portent ouvertes face au phénomène.

Perspectives démographiques transméditerranéennes

Pr. Zeïneb BEN AMMAR MAMLOUK

Directrice fondatrice de l'ESSECT

Ancienne présidente de l'Université de Tunis El Manar

La population méditerranéenne a connu un taux de croissance de 20% entre 1970 et 2018. Les 22 pays riverains regroupent, en 2016, **502 500 000 personnes, soit 7% de la population mondiale**. Selon les projections de la Banque Mondiale, cette population atteindrait **524 millions d'habitants en 2025**.

Cependant, on est en présence de deux dynamiques distinctes : Une population jeune et encore en croissance dans les pays du Sud et de l'Est et une population vieillissante et en faible croissance dans le Nord, ou en décroissance dans certains pays comme l'Italie et l'Espagne.

Si la population des pays de l'Union européenne restera en 2030 à son niveau actuel (500 millions d'habitants), son vieillissement lui fera perdre 20 millions d'actifs alors que celle des pays du sud, particulièrement jeune, passera de près de 300 millions à 370 millions. Rien qu'au Maghreb, d'ici 2030, la population en âge de travailler va s'accroître de 40%.

Ainsi, penser le Bassin Méditerranéen, sous le prisme de sa population, de ses dynamiques, de sa répartition géographique, de ses activités et de l'écosystème naturel dans lequel elle évolue, permet de mesurer les enjeux qui se posent, aujourd'hui.

N'y- a- t- il pas une stratégie à mettre en œuvre pour résoudre les problèmes objectifs de l'immigration et ainsi exploiter cette complémentarité entre le besoin européen de travailleurs actifs et le besoin d`emplois du sud méditerranéen ?

La Méditerranée à l'épreuve des relations internationales aux 19ième et 20ième siècles : échanges et conflits

MOREAU ODILE

Maitre de conférences

Université Paul Valery Montpellier 3

Notre communication propose une analyse de l'évolution des relations internationales en Méditerranée au 19ième et au 20ième siècles, en s'attachant aux échanges et aux conflits. Elle prendra comme point de départ « l'âge de la Question d'Orient » et envisagera les réponses internationales qui y furent apportées. Ce faisant, elle a pour objectif de s'inscrire dans le premier axe proposé par ce colloque: « Aperçu historique sur les relations méditerranéennes (échanges et conflits) ».

Ainsi, les relations internationales en Méditerranées seront envisagées à partir de la date symbolique de 1774 qui marqua le début de la « Question d'Orient », par la signature du traité de Küçük Kaynardja entre l'Empire ottoman et la Russie et qui signifia un tournant dans les rapports de force en Méditerranée. Notre analyse se poursuivra jusqu'à la fin de la « Question d'Orient », qui fut actée par la disparition de l'Empire ottoman, en 1923, et par la proclamation de la république de Turquie, la même année. Ainsi, la Méditerranée sera appréhendée à travers le prisme des relations internationales pendant le « temps long » de la « Question d'Orient », période qui plonge ses racines dans la fin du 18ième siècle, traverse tout le 19ième siècle et s'étend jusqu'au premier quart du 20ième siècle. Cette période de la « Question d'Orient » en Méditerranée sera envisagée comme une véritable matrice, un creuset, qui façonna durablement les relations internationales dans un espace original dont nous nous proposons d'analyser les caractéristiques et les spécificités.

L'étude de la profondeur historique des relations internationales en Méditerranée est extrêmement importante, y compris pour permettre d'éclairer des enjeux contemporains dont les origines et la généalogie, au demeurant, sont inscrites dans cette période, globalement antérieure à la Première Guerre mondiale. Notre approche cherchera à envisager globalement la Méditerranée, comme un espace régional, et à sortir d'une histoire nationale et compartimentée, en mettant en lumière une «

histoire connectée » de la Méditerranée, qu'elle se modalisât sous la forme d'échanges, de tensions, voire d'affrontements. Elle mettra en lumière les interactions à l'œuvre entre les trois grands espaces géographiques qui bordent l'espace méditerranéen, à savoir, le Maghreb, la Méditerranée orientale et la rive Nord de la Méditerranée, l'Europe. La triangulation des relations internationales entre ces trois espaces s'avère absolument fondamentale à prendre en compte, pour comprendre, non seulement leurs échanges, mais aussi l'histoire de chacun d'entre eux. La pièce maîtresse qui réunit (voire ou désunit ?) ces espaces étant la Méditerranée, elle mérite d'être envisagée en tant que telle et que nous essayions de proposer des éléments d'analyse relatifs à ses principales caractéristiques.

Ainsi, notre contribution se donne pour objectif principal et a pour ambition d'apporter des éléments d'analyse afin d'aider à penser « l'histoire/les histoires de la Méditerranée » et à éclairer tant les enjeux contemporains que ceux de l'histoire du temps présent qui traversent cette région cruciale, tant pour l'histoire de l'Europe, de l'Afrique que du Moyen-Orient.

Réadmission des migrants en situations irrégulière : aspects juridiques et dilemmes Politiques

Dr. Mehdi Rais

Docteur en sciences politique

Coordinateur de la Konrad Adenauer Stiftung Maroc

La question migratoire constitue un facteur déterminant dans la coopération euro- méditerranéenne. Plusieurs propositions ont été effectuées pour garantir une gestion efficace de ce phénomène de plus en plus croissant. Parmi ces mesures, se trouvent les accords communautaires de réadmission. Ces derniers constituent une priorité stratégique dans la coopération euro- méditerranéenne en matière de lutte contre l'immigration irrégulière.

L'institution européenne s'efforce depuis le début des années 2000 de conclure des accords de réadmission avec les pays d'origine et de transit du pourtour méditerranéen. Notre intervention s'articule sur les problématiques suivantes :

*Comment définir les accords de réadmission ?

*Quel est l'objectif de et la dimension de ces accords.

*Quelle est leur efficacité en matière de gestion du flux migratoire irrégulier ?

Notre présentation s'efforce d'apporter des éléments de réponse à cette thématique qui s'inscrit au cœur de la coopération euro-méditerranéenne.

Maritime Delimitation issue in the Eastern Mediterranean

Ms. Nesrin Singil

Research Assistant at İstanbul University, Department of International Law

Recently, with the discovery of energy fields in the Eastern Mediterranean, the delimitation of maritime areas in the region has become even more important. Although among the states in the region, the Greek Cypriot, Libya, Syria, Lebanon and Israel have declared an exclusive economic zone, Turkey hasn't declared yet. Delimitation of the continental shelf and exclusive economic zone to be made between the coastal states of the Eastern Mediterranean should be made with a single maritime boundary due to the small distance between the opposed coasts. There are important two issues here. The first of these is the determination of coastal states with opposed coasts and to be delimited. The second is the rules of law to be applied in the delimitation and the method to be applied within the content. Within the content of this study, the principles that the ICJ takes into account in the delimitation of maritime areas will be mentioned. Then, the Eastern Mediterranean will be divided into three fields and the possible delimitations of each field will be discussed. Key Words: Maritime delimitation, equitable principles, proportionality principle, equidistance line, median line.

La Méditerranée trait d'union entre l'Europe et l'Afrique

M. Mohamed Adel Smaoui

Ambassadeur

L'intégration Europe -Afrique est devenue une nécessité vitale vues les bouleversements de la géopolitique mondiale. Point de jonction entre ces deux continents, la méditerranée dont le potentiel est non négligeable jouera un rôle de catalyseur de cette intégration.

. Mutations, géostratégiques, la Méditerranée dans l'incertitude !

Pr. Ridha Tlili

Directeur de la fondation

Ahmed Tlili pour la culture démocratique.

La fin du système bipolaire transforme le positionnement de la Méditerranée en une zone d'incertitude géostratégique. Pour l'Europe, repenser ses frontières avec la rive sud est devenu un impératif et une urgence pour défendre son "espace vital" Euro-coloniale. Pour les USA la présence militaire est une nécessité en vue de garantir l'accès et l'exploitation des énergies naturelles, le gaz et le pétrole tout particulièrement. Pour la Russie la Méditerranée constitue le prolongement naturel de l'espace euro-asiatique ; l'engagement politique et militaire dans cette région réduit son isolement au niveau des rapports entre puissances et favorise un certain équilibre face aux interventions permanentes et continues des USA. Enfin la Chine qui convoitise toute l'Afrique en utilisant des stratégies "économiques" qui lui permet de disposer d'atouts non négligeables pour négocier une présence permanente en Méditerranée. En fait nous assistons à une réorganisation de l'espace Méditerranéen sur le plan géopolitique et stratégique. Alors quelle forme prendra cette réorganisation ? Et comment sera-t-elle structurée et dans quel rapport de puissance sera-t-elle hiérarchisée en particulier face à une Europe qui n'arrive pas encore une PESC *cohérente ? Et comment les pays du sud vont-ils réagir à cette nouvelle réparation ?

Dramatic shifts in the Eastern Mediterranean.
Turkish-Egyptian political crisis and prospects of rapprochement.

Dr. Nuri Yesilyurt.

Director Ankara University,

Center for Middle Eastern Studies, Ankara,

Turkey

Turkey and Egypt are the two most important countries of the Eastern Mediterranean in terms of history, politics and geography. However, since 2011, relations between Ankara and Cairo witnessed an unprecedented deepening and sharp decline respectively. Accordingly, the main aim of this paper is, first of all, to explain the main reasons behind the sudden rise and dramatic fall in Turkish-Egyptian relations since the January 25th Revolution in Egypt. Secondly, the paper discusses the possibility of rapproachment between Turkey and Egypt. Int his respect, it develops a concrete policy recommendation with the purpose of political normalization between the two countries, and improving relations on a sound basis. The paper builds upon a research project entitled "Turkish-Egyptian Relations since 2011: From Golden Age to Deep Crisis" which was supported by Ankara University Coordinatorship of Scientific Research Projects. The research is based on collection of news, commentaries, analyses, academic studies and statistical data about the subject, along with personal in-depth interviews with Turkish and Egyptian diplomats, bureaucrats, and businesspersons who have a role and experience in the conduct of bilateral relations.

Within the context of the abovementioned research project, this specific paper focuses on the complex interplay between domestic politics and foreign policy during the times of intensive domestic political crisis in order to explain the dramatic shifts in Turkish-Egyptian relations since 2011. While doing so, it benefits from the vast literature in Foreign Policy Analysis and International Security Studies that touches upon domestic politics – foreign policy interaction. More specifically, the paper uses Joe Hagan's regime strategies approach which examines the foreign policy effects of alternative strategies (such as accommodation, mobilization, and insulation) adopted by ruling

regimes against political opposition,[1] and Steven David's concept of omni-balancing which tries to explain alignment behavior of third world states by focusing on domestic threats to ruling regimes.[2] While developing a policy recommendation, the paper adopts Alexander Mintz's poly-heuristic approach to foreign policy decision making, which assumes that decision makers are highly concerned with domestic political calculations so that they firstly eliminate policy choices that would put them in a difficult situation in the domestic arena during the foreign policy making process.[3] Overall, the paper argues that domestic political concerns have been the main determinant of bilateral relations in this period, and political rapproachemnet is possible only if the parties can bring these concerns under control.

The policy recommendation that is put forward in this paper is based on four steps and offers a gradual normalization between the two countries, without embaressing the ruling regimes in the domestic politics. In this framework, the first step is showing good-will by stopping negative statements towards each other from both official and semi-official channels. The second step is building confidence through ending support for oppposition groups and activities against each other. The third step includes security cooperation against a common enemy. The fourth and final step is the upgrade of relations to ambassadorial level, which will also mean mutual recognition on presidential level.

Possible rapproachment between Turkey and Egypt will create a win-win situation that will offer dividends in security, economic and societal sectors for both countries. Besides, it will surely help easing tensions in the Eastern Mediterranean which has recently become a region of possible conflict because of latest discoveries of energy resources.

---

[1] Joe D. Hagan, *Political Opposition and Foreign Policy in Comparative Perspective*, Boulder: Lynne Rienner, 1993.

[2] Steven R. David, *Choosing Sides: Alignment and Realignment in the Third World,* Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1991.

[3] Alex Mintz, "How Do Leaders Make Decisions? A Poliheuristic Perspective," *Journal of Conflict Resolution*, Vol: 48/1 (2004): 3-13.

Pour un droit sécuritaire commun en Méditerranée :
Réflexions sur quelques défis sécuritaires majeurs

Pr. Mahmoud Zani

Professeur de droit public

Directeur du Centre de droit international et européen de Tunis (CDIE)

Depuis les fameuses révoltes arabes de 2011, l'avenir de la Méditerranée, «une jonction mondiale de cultures, de sociétés et d'économies mutuellement enrichissantes » (Antonio Gutérres, actuel Secrétaire général de l'ONU), est devenu incertain du fait de l'instabilité qui affecte la région située du reste au carrefour de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient et, tout particulièrement, des défis sécuritaires majeurs auxquels elle doit faire face. Parmi ceux-ci, il sied de mentionner, tout d'abord, la lutte contre le terrorisme sous tous ses aspects, y compris le retour des combattants étrangers, la radicalisation des jeunes et le financement des organisations terroristes. Ensuite, la crise migratoire permettant à des millions de personnes de rejoindre l'Europe via la Méditerranée avec toutes les conséquences désastreuses sur le plan humanitaire. Enfin, la lutte contre la corruption aggravée et le changement climatique constituent de nouveaux défis à ne pas minorer.

De concert avec ce qui précède, la conjoncture actuelle en Méditerranée démontre bel et bien que la question sécuritaire est indissociable du progrès démocratique, économique et social et des droits de l'homme.